

Guatemala : sommet indigène contre le néolibéralisme

02-04-2007

Plus de 1800 représentants de peuples indigènes se sont réunis au Guatemala pour analyser les changements dans la région. Ils ont répudié le libre commerce et le néolibéralisme.

Amplés Polleras (jupes indigènes), des souliers avec chignons et sombreros caractéristiques différenciaient cholas boliviennes des descendantes mayas, reconnaissables par leur tokoyal (tissu avec lequel elles enveloppent leur chevelure et entourent leurs têtes) et les couleurs de leurs blouses. Parmi elles allaient et venaient les Noirs garifunas de la côte atlantique de l'Amérique centrale, et les représentants du Mexique, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Brésil, entre autres, plus modeste dans leur façon de s'habiller. Ce fut le panorama du III sommet continental des peuples et nationalités indigènes d'Abya Yala (Amérique, selon la langue des kunas du Panama) réalisé à Iximche, Guatemala, du 26 au 30 mars dernier et sous la devise "De la résistance au pouvoir".

Développé en parallèle à la présence des rois d'Espagne au Guatemala, ce sommet avait déjà subi une autre coïncidence suspecte deux semaines auparavant, la visite du président nord-américain George Bush au temple maya choisi pour la rencontre et qui a mérité, en conséquence, une cérémonie de purification du lieu.

Durant les cinq jours le programme des représentants des 25 nationalités présentes, parmi lesquelles se détachait la délégation bolivienne et la présence de son chancelier, commençait par des cérémonies spirituelles à la charge de chacune des régions et continuait avec des ateliers de discussion, où étaient priorisés le débat et la démocratisation des conclusions, sur des thèmes comme terre et territoire, autonomie, nation, démocratie, globalisation, diversité, plurinationalité, enfance et jeunesse indigène, organisation et participation politique des femmes, et stratégies et alliances pour la prise du pouvoir. La consigne du sommet, "De la résistance au pouvoir", ouvrait une question inéluctable : quel type de pouvoir est-il recherché ? Dans l'atelier sur la Globalisation et opportunités économiques, , une jeune équatorienne, en voyant que les panélistes basaient leurs communications sur la création de marchés populaires, le retour à l'économie ancestrale qui n'utilise pas d'argent et l'organisation d'ateliers sur les implications du maïs transgénique, a dit, indignée : "Vous pensez vraiment freiner ce monstre avec cela ? Arrêtons les bêtises, nous voulons l'administration de nos ressources naturelles comme en Bolivie. Nous devons penser en grand, cela est aussi notre droit".

Les tensions entre ceux qui croient que la solution est la participation politique dans le jeu démocratique et ceux qui visent une stratégie de plus grande réclusion, plus ethno-centriste, étaient visibles à chaque pas. Dans l'atelier "démocratie, gouvernement indigène et État Nation" deux hommes discutaient : "le système dans lequel nous vivons n'est pas le notre, nos codes et mécanismes sont autres, c'est notre premier problème. Cette démocratie est excluante, en Bolivie le pouvoir a été obtenu en attendant contre les mécanismes de la démocratie, en ne les respectant pas", disait l'un ; "le concept de démocratie est au-delà de cette formalité que nous vivons, c'est aussi sociale, éducatif. Nous devons penser au fait que nous vivons dans des pays où il y a aussi des ladin, il ne faut pas être essentialistes. Evo Morales est arrivé par des mécanismes démocratiques", répondait un autre.

Ces discussions se comprennent à l'intérieur du cadre d'opportunité qu'implique pour le mouvement indigène latino-américain l'exemple bolivien et sans doute, il a marqué tout le déroulement du sommet et des conclusions. "La prise des décisions n'est pas dans les mobilisations, elle est dans les États. Il faut construire un pouvoir différent, alternatif, face à la crise de nos pays. L'articulation avec les syndicats, les mouvements sociaux, les maîtres, les étudiants, l'Église, va nous permettre de construire un mouvement politique qui inclut tout le monde", commentait à Página/12 Miguel Quispe, membre de récemment créée Coordination Continentale des Nations et Peuples Indigènes d'Abya Yala pour le Pérou et conducteur de l'évènement. "Il faut participer en politique, être des autorités. Le peuple doit être gouverné et agir bien, non seulement les indigènes qui souffrons mais aussi les classes pauvres des villes, avec eux nous devons nous unir contre l'appareil militaire, politique et économique des yankees (étasuniens) et des transnationales", précisait Juana Quispe, députée bolivienne pour le Mouvement au Socialisme (MAS).

Dans les conclusions, cependant, ce débat n'a pas été évoqué et la posture participative a sans doute été la gagnante ; exprimée dans la "Déclaration d'Iximche", lue en face du Palais du Gouvernement dans la capitale du pays après la marche de fermeture du sommet auquel autour de trois mille personnes ont assisté et dans laquelle on attendait la présence du président bolivien Evo Morales, qui n'a pas pu y assister pour une question d'agenda. La déclaration, en plus de ratifier le droit ancestral au territoire, la nécessité d'avancer dans le droit à l'autonomie, la libre détermination et la souveraineté alimentaire, observe qu'il est indispensable de garantir les alliances des peuples indigènes avec les mouvements sociaux pour faire face aux politiques néolibérales, et consolider les processus impulsés pour renforcer la refondation des États-nations au travers des assemblées constituantes, en même temps de refuser les traités de libre commerce, la politique du gouvernement des États-Unis pour la construction du mur sur la frontière du Mexique, le néolibéralisme, les transnationales et les politiques assistancielles de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et de la Banque Mondiale.

Diego Gonzalez et Lucia Alvarez, Pagina/12 (Argentine), 01 avril 2007. Traduction : Fab, santelmo@no-log.org